



Déclassifié¹

AS/Soc (2026) PV02add

22 avril 2026

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Procès-verbal

de l'audition sur la situation des femmes et des enfants dans les territoires palestiniens, tenue à Paris le vendredi 13 mars 2026

Mme Saskia Kluit, Présidente, ouvre l'audition et accueille Mme Celine Galli, docteur en médecine, qui présente la situation du personnel médical à Gaza détenu par les autorités israéliennes.

Mme Galli est médecin aux Pays-Bas et membre de « Doctors for Gaza », un groupe de plaidoyer néerlandais faisant partie d'un réseau de plus de 100 organisations similaires de professionnels de santé dans le monde. Elle commence sa présentation par des chiffres : plus de 400 travailleurs de la santé sont détenus par Israël depuis octobre 2023, dont environ 100 sont toujours en détention. Les données sont obscurcies par l'armée israélienne. Les conditions de détention sont atroces. Plus de 70 prisonniers palestiniens sont morts, dont quatre travailleurs de la santé, et plus de 1 700 travailleurs de la santé ont été tués au total, soit en moyenne deux par jour. 85 % des détenus palestiniens n'ont pas été condamnés en vertu de la loi sur les combattants illégaux et de la détention administrative, qui a créé une catégorie juridique « intermédiaire » illégale, permettant la détention sans inculpation sur la base de preuves confidentielles non accessibles aux détenus et à leurs avocats, et autorisant le maintien en détention jusqu'à la « fin du conflit » non définie, souvent sans accès à un avocat. Selon l'ONG Physicians for Human Rights Israel, plus de 80 % des travailleurs de la santé détenus sont arrêtés sur leur lieu de travail alors qu'ils prodiguent des soins.

L'accès de la Croix-Rouge à tous les détenus palestiniens est bloqué depuis le 13 octobre 2023, cette restriction étant confirmée par la Haute Cour d'Israël. Ceci constitue une violation flagrante du droit international. De multiples abus systémiques sont signalés par les détenus : privation de vue pendant des jours, interrogatoires avec musique forte, privation de sommeil, déshabillage et humiliation, suspension au plafond, passages à tabac extrêmes, électrocution, menaces et actes de viol, coups aux testicules et malnutrition sévère, avec une perte de poids moyenne de 15 à 30 kilos en quelques semaines. Il existe un ciblage délibéré des médecins. Comme le dit un médecin : « Lorsqu'ils réalisent qu'une personne est médecin ou universitaire, le traitement devient plus dur ». Des lanceurs d'alerte israéliens, dont un médecin du centre de détention de Sde Teyman, signalent des cas d'entraves continues entraînant des amputations, des complications et la mort, des cas de malnutrition, de négligence médicale et de crises provoquées par la privation de médicaments contre l'épilepsie. Les travailleurs de la santé libérés (après qu'aucun élément de preuve n'ait été trouvé contre eux) sont détenus en moyenne 250 jours, et 75 % des médecins toujours détenus sont maintenus en détention depuis plus de 400 jours sans procès ni inculpation.

Les témoignages de travailleurs médicaux en détention fournissent des preuves de torture lors des interrogatoires. Par exemple, un ambulancier a déclaré : « Il m'a pendu dans l'entrepôt et m'a électrocuté... J'ai des marques sur les mains et les pieds dues aux électrocutions ». Une infirmière a dit : « Ils m'ont frappée avec leurs genoux sur mes flancs jusqu'à ce que je manque de souffle. Il m'a tiré les cheveux, a couvert mon visage de sable et m'a obligé à en manger. »

En août 2024, des images de vidéosurveillance sont divulguées montrant des soldats israéliens violant collectivement un détenu palestinien aveuglé et menotté, qui a ensuite été hospitalisé avec de graves

¹ Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable lors de sa réunion du 22 avril 2026.

blessures. Les procureurs militaires ont examiné et authentifié les preuves, ont consulté les dossiers médicaux et ont initialement inculpé les soldats. Cependant, l'indignation publique en Israël s'est principalement concentrée sur la fuite de la vidéo et l'arrestation des soldats plutôt que sur l'acte de torture lui-même. Des personnalités médiatiques et certains politiciens, dont des membres du gouvernement, ont critiqué ces arrestations, et des manifestants ont même réclamé la libération des soldats. Des rapports de l'ONG B'Tselem et des témoignages d'anciens détenus indiquent que des abus similaires, y compris des violences sexuelles et de la torture, se produisent de manière systématique dans plusieurs centres de détention. Malgré les preuves vidéo, les soldats ont finalement été libérés sans inculpation, tandis que le responsable accusé d'avoir divulgué les images a fait l'objet de poursuites judiciaires.

Ce cas est particulièrement pertinent pour les travailleurs de la santé, car de nombreux personnels médicaux détenus passent par des installations où de tels abus sont documentés. Ces actes ne sont pas des incidents isolés mais font partie d'un schéma plus large et systématique, dissimulé au plus haut niveau politique.

Mme Galli partage des photos de ses collègues sur le terrain ; quatre d'entre eux sont morts en détention ou peu après leur libération. Un pédiatre a été libéré avec des signes évidents d'aveuglement, de menottage et de famine. Deux directeurs d'hôpitaux à Gaza ont été libérés après avoir subi 22 mois de torture. Un pédiatre est détenu depuis décembre 2024 et a perdu plus de 40 kilos, sans avoir été ni inculpé ni jugé.

Mme Galli conclut en appelant à la responsabilité et à la fin de la complicité : des enquêtes indépendantes, l'accès de la Croix-Rouge, une représentation juridique, la libération immédiate des collègues et la fin de la politique de famine. La protection du personnel médical est non négociable. Elle termine avec les derniers mots de l'un de ses collègues écrits sur un tableau blanc d'hôpital : « Nous avons fait ce que nous avons pu, souvenez-vous de nous », et exhorte la commission à agir et, au minimum, à ne pas fournir de soutien politique, militaire ou financier au système qui provoque l'incarcération massive et la mort du personnel de santé.

La Présidente remercie l'intervenante et ouvre la séance aux questions.

M. O'Reilly remercie le Dr Galli et qualifie sa présentation de « chronique d'horreurs ». Bien que lui et d'autres soient déjà informés de la situation, il n'avait pas réalisé toute l'ampleur et l'horreur de l'attaque contre le personnel médical. Un tel témoignage n'appelle aucun autre commentaire. L'Irlande a reconnu l'État de Palestine et a agi aussi fermement que possible sur le plan diplomatique.

M. Tacoy exprime sa compassion pour les personnes qui souffrent de la guerre, en particulier à Gaza, et déplore que l'attention se détourne en raison d'autres enjeux géopolitiques. Une initiative internationale appelée « Board of Peace » a été lancée, avec des pays promettant d'agir pour Gaza, mais aucun résultat concret n'a été obtenu, et les dirigeants politiques restent largement silencieux. Les collègues doivent demander des comptes aux gouvernements et revenir sur ces engagements, car les habitants de Gaza continuent de subir de graves difficultés.

À la suite de cette audition, **la Présidente** propose d'envisager le dépôt d'une proposition de résolution appelant à la libération des travailleurs humanitaires incarcérés et demande le soutien des membres.

M. O'Reilly soutient cette proposition en tant que rapporteur général sur la situation des femmes et des enfants dans les territoires palestiniens.

Mme Galli note que formuler une motion autour des travailleurs humanitaires risque d'exclure les travailleurs de la santé palestiniens et demande qu'ils soient explicitement inclus, soulignant que la situation à Gaza est étroitement liée à des dynamiques régionales plus larges et à l'avenir du droit international. Ne pas demander des comptes pour des violations évidentes normalise de tels abus et affaiblit l'application du droit humanitaire dans les conflits futurs. Gaza ne doit pas être traité comme une question distincte mais comme faisant partie d'un schéma plus large d'impunité qui crée un précédent dangereux.

La Présidente remercie les participants et clôt l'audition.

List of presence / *Liste de présence*

(The names of members who took part in the meeting are in bold /
Les noms des membres ayant pris part à la réunion sont en caractères gras)

Chairperson / Présidente:

Ms Saskia Kluit (Netherlands / Pays-Bas)	
---	--

Vice-Chairpersons / Vice-Présidentes :

Ms Carmen Leyte (Spain / Espagne)	
Ms Yuliia Ovchynnykova (Ukraine)	
Mme Sophia Chikirou (France)	

Members / Membres	Country / Pays	Alternates / Remplaçant-e-s
Ms Ogerta Manastirliu	Albania / <i>Albanie</i>	Mr Ardit Bido
Mr Cerni Escalé	Andorra / <i>Andorre</i>	Mme Bernadeta Coma
Mr Armen Gevorgyan	Armenia / <i>Arménie</i>	Ms Hripsime Grigoryan
Ms Claudia Arpa	Austria / <i>Autriche</i>	Ms Doris Bures
Mr Andreas Minnich	Austria / <i>Autriche</i>	Ms Agnes Sirkka Prammer
Mme Anne Lambelin	Belgium / <i>Belgique</i>	Mr Andries Gryffroy
M. Benoît Lutgen	Belgium / <i>Belgique</i>	Mme Véronique Durenne
Ms Darijana Filipović	Bosnia and Herzegovina / <i>Bosnie-Herzégovine</i>	Mr Šemsudin Dedić
Ms Atidzhe Alieva-Veli	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>	Mr Kostadin Angelov
Ms Maya Dimitrova	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>	Mr Ilian Iontchev
Mr Marko Pavić	Croatia / <i>Croatie</i>	Ms Rada Borić
Ms Christiana Erotokritou	Cyprus / <i>Chypre</i>	Mr Constantinos Efstathiou
Ms Ivana Mádllová	Czechia / <i>Tchéquie</i>	Mr Ondřej Šimetka
ZZ...	Czechia / <i>Tchéquie</i>	ZZ...
Ms Camilla Fabricius	Denmark / <i>Danemark</i>	Ms Charlotte Bagge Hansen
Ms Hanah Lahe	Estonia / <i>Estonie</i>	Ms Kadri Tali
Ms Minna Reijonen	Finland / <i>Finlande</i>	Mr Pekka Aittakumpu
Mme Sophia Chikirou	France	Mme Sabrina Sebaihi
M. Alexandre Dufosset	France	Mme Liliana Tanguy
M. Alain Milon	France	M. Alain Cadec
Mme Maud Petit	France	M. Jean Laussucq
Ms Birgit Bessin	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Martina Kempf
Mr Vinzenz Glaser	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Christin Willnat
Ms Inge Gräßle	Germany / <i>Allemagne</i>	Mr Julian Joswig
Mr Serdar Yüksel	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Franziska Kersten
Mr Georgios Stamatis	Greece / <i>Grèce</i>	Mr Dionysios-Charalampos
Ms Maria Syrengela	Greece / <i>Grèce</i>	Ms Maria-Nefeli Chatziioannidou
Ms Mónika Bartos	Hungary / <i>Hongrie</i>	Mr Zoltán Bóna
Ms Mónika Dunai	Hungary / <i>Hongrie</i>	Mr István Hollik
Ms Kolbrún Áslaugar	Iceland / <i>Islande</i>	Mr Ragnar Þór Ingólfsson
Mr Joseph O'Reilly	Ireland / <i>Irlande</i>	Mr Rónán Mullen
Ms Elena Bonetti	Italy / <i>Italie</i>	Mr Roberto Rosso
Ms Aurora Floridia	Italy / <i>Italie</i>	Mr Giuseppe De Cristofaro
Mr Alessandro Giglio Vigna	Italy / <i>Italie</i>	Mr Graziano Pizzimenti

Mr Stefano Maullu	Italy / <i>Italie</i>	Ms Domenica Spinelli
M. Andris Bērziņš	Latvia / <i>Lettonie</i>	Mr Edmunds Cepurītis
Mr Marc Risch	Liechtenstein	Mr Joachim Vogt
Ms Orinta Leiputė	Lithuania / <i>Lituanie</i>	Mr Zigmantas Balčytis
Mme Stéphanie Weydert	Luxembourg	M. Paul Galles
Mr Michael Farrugia	Malta / <i>Malte</i>	Mr Joseph Beppe Fenech Adami
Mr Ion Groza	Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i>	Ms Ana Calinici
M. Régis Bergonzi	Monaco	Mme Béatrice Fresko-Rolfo
Mr Miloš Konatar	Montenegro / <i>Monténégro</i>	Ms Edina Dešić
Ms Saskia Kluit	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Mr Theo Bovens
Ms Carla Moonen	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Mr Felix Klos
Mr Bekim Kjoku	North Macedonia / <i>Macédoine du Nord</i>	Mr Sadula Duraki
Mr Per Vidar Kjølmoen	Norway / <i>Norvège</i>	Ms Seher Aydar
Mr Szymon Hołownia	Poland / <i>Pologne</i>	Ms Magdalena Biejat
Ms Danuta Jazłowiecka	Poland / <i>Pologne</i>	Mr Mirosław Adam Orliński
Mr Jan Filip Libicki	Poland / <i>Pologne</i>	ZZ...
Mr Nuno Fazenda	Portugal	Zz...
Mr Carlos Silva Santiago	Portugal	Zz...
Ms Georgeta-Carmen Holban	Romania / <i>Roumanie</i>	Ms Mirela Elena Adomnicăi
Ms Dumitrina Mitrea	Romania / <i>Roumanie</i>	Mr Iulian Bulai
Mr Robert-Ionatan Sighiartău	Romania / <i>Roumanie</i>	Ms Maria-Gabriela Horga
Mr Gerardo Giovagnoli	San Marino / <i>Saint-Marin</i>	Ms Alice Mina
Mr Vladimir Đorđević	Serbia / <i>Serbie</i>	Mr Predrag Marsenić
Ms Tatjana Pašić	Serbia / <i>Serbie</i>	Ms Jelena Milošević
Ms Veronika Remišová	Slovak Republic / <i>République Slovaque</i>	M. Pavol Goga
Mr Dean Premik	Slovenia / <i>Slovénie</i>	Ms Iva Dimic
Ms María Fernández	Spain / <i>Espagne</i>	Ms Luz Martinez Seijo
Mr José Latorre	Spain / <i>Espagne</i>	Ms Nerea Ahedo
Ms Carmen Leyte	Spain / <i>Espagne</i>	Mr José Antonio Bermúdez De
Ms Sofia Amlöh	Sweden / <i>Suède</i>	Ms Annika Strandhäll
Ms Victoria Tiblom	Sweden / <i>Suède</i>	Ms Boriana Åberg
Ms Sibel Arslan	Switzerland / <i>Suisse</i>	Mme Céline Amaudruz
Mme Valérie Piller Carrard	Switzerland / <i>Suisse</i>	Mr Niklaus-Samuel Gugger
Mr Murat Cahid Cingi	Türkiye	Mr Mustafa Canbey
Ms Gökçe Gökçen	Türkiye	Mr Namık Tan
Mr Berdan Öztürk	Türkiye	Ms Sevilay Çelenk
Mr Sevan Sivacioğlu	Türkiye	Ms Sena Nur Çelik Kanat
Ms Olena Khomenko	Ukraine	Ms Larysa Bilozir
Ms Yuliia Ovchynnykova	Ukraine	Mr Andrii Lopushanskyi
Ms Lesia Ziburanna	Ukraine	Mr Rostyslav Tistyk
Baroness Thérèse Coffey	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Dan Aldridge
Mr Mike Reader	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Ms Leigh Ingham
Ms Elaine Stewart	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Ms Kate Osamor
Lord Don Touhig	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Ms Michelle Welsh

Other parliamentarians / Autres parlementaires

Mr / M. Pablo Hispan, Spain / *Espagne*

Partners for Democracy / Partenaires pour la Démocratie

Mr / M. Allal Amraoui, Morocco / Maroc

Mr / M. Hassan Arif, Morocco / Maroc

**Secretariat of Delegation or of Political Group / Secrétariat de Délégation ou de Groupe
politique**

Ms / Mme Marina Giovannini, Italy / Italie

Mr / M. Sabih Gazi Öztürk, Türkiye

Experts / Expert-es

Ms / Mme Celine Galli, Medical Doctor / Docteure en médecine

**Representative of the Turkish Cypriot Community (*) /
Représentant de la communauté chypriote turque (*)**

Mr / M. Hasan Taçoy

(*) In accordance with Resolution 1376 (2004) / Conformément à la Résolution 1376 (2004)

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / Mme Catherine Du Bernard

Ms / Mme Aiste Ramanauskaite

Ms / Mme Jannick Devaux

Ms / Mme Claire Dubois-Hamdi

Ms / Mme Özgü Tan

Head of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*

Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Assistant/ *Assistante*